

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33667]

21 OCTOBRE 2021. — Décret relatif à l'usage du COVID Safe Ticket et à l'obligation du port du masque (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions introductives et définitions

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° l'accord de coopération du 14 juillet 2021 : l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié;

2° l'accord de coopération d'exécution du 15 octobre 2021 : l'accord de coopération d'exécution du 15 octobre 2021, entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique;

3° COVID Safe Ticket : le COVID Safe Ticket tel que visé à l'accord de coopération du 14 juillet 2021 ;

4° événement de masse : l'événement accessible à un public de minimum 50 personnes quand il est organisé en intérieur ou pour un public de minimum 200 personnes quand il est organisé en extérieur, les collaborateurs et les organisateurs non compris, sous réserve du respect des modalités de l'accord de coopération applicables. Le nombre de personnes est évalué au regard du plus élevé des deux nombres suivants : le nombre de personnes invitées ou le nombre de personnes réellement présentes. A défaut de liste des invités ou des personnes présentes, le nombre de personnes est évalué au regard de la capacité théorique du lieu.

Une manifestation, un cortège ou un rassemblement revendicatif ou visant à exprimer une conviction collective, autorisé par les autorités locales compétentes sur la base de leur règlement en matière de police administrative, n'est pas considéré comme un événement de masse ;

5° expérience et projet pilote : l'activité présentant un certain degré de risque, organisée en intérieur et accessible à un public de minimum 50 personnes ou en extérieur pour un public de minimum 200 personnes, les collaborateurs et les organisateurs non compris, qui déroge aux mesures de police administrative visant à limiter la propagation du coronavirus COVID-19, qui contribue à la mise en pratique de modalités et de protocoles et qui constitue une expérience à visée de recherche afin d'acquérir des connaissances supplémentaires sur les modalités de sécurité et les risques de contamination dans le cas d'une activité similaire et où l'accès sera contrôlé par un COVID Safe Ticket ou par des mesures supplémentaires. Le nombre de personnes est évalué au regard du plus élevé des deux nombres suivants : le nombre de personnes invitées ou le nombre de personnes réellement présentes. A défaut de liste des invités ou des personnes présentes, le nombre de personnes est évalué au regard de la capacité théorique du lieu ;

6° établissements de l'Horeca : tout lieu accessible au public, quelles que soient les conditions d'accès, dont l'activité principale et permanente consiste à préparer ou servir des repas et/ou des boissons pour consommation sur place, en particulier les établissements de restauration et les débits de boissons. Les restaurants sociaux et les services relevant de l'aide alimentaire ne sont pas visés ;

7° dancings et discothèques : les dancings et discothèques au sens de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 ;

8° centres de sport et de fitness : les centres de sport et de fitness au sens de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 ;

9° foires commerciales et congrès : les foires commerciales et congrès au sens de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 ;

10° établissements relevant des secteurs culturel, festif et récréatif : les établissements définis dans l'accord de coopération d'exécution du 15 octobre 2021 à l'exclusion des activités ordinaires des mouvements de jeunesse ;

11° établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables : hôpitaux et établissements d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées, les centres de soins de jour, les centres de réhabilitation, les établissements pour personnes handicapées, les établissements psychiatriques ou les établissements pour personnes souffrant de troubles mentaux ;

12° visiteurs : les visiteurs d'événements ou d'établissements de 16 ans et plus, ou de 12 ans et plus, s'agissant des événements de masse, projets pilotes, ou établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables, à l'exception de :

a) la personne qui pénètre dans un établissement de l'Horeca dans le seul but de réaliser un achat à emporter, sans consommer sur place, ou qui est installée en terrasse et qui accède à l'intérieur pour commander, pour payer ou pour utiliser les toilettes;

b) l'organisateur, le personnel, les travailleurs indépendants ou bénévoles ou toute autre personne qui (i) se propose de recevoir des soins, (ii) participe ou est impliquée dans la prestation de soins et qui, de ce point de vue, peut être identifiée par la direction ou l'organisation de ces établissements ou (iii) doit avoir accès à l'installation en raison d'une nécessité découlant de la prestation de services ou de soins et dans la mesure où ces personnes sont connues de l'établissement;

c) les visiteurs qui se rendent dans un établissement de soins résidentiels pour personnes vulnérables afin de visiter des personnes en fin de vie, en soins palliatifs ou présentant un symptôme de glissement, et ce, sur base d'une appréciation du médecin coordinateur ou du médecin référent ou du médecin traitant en concertation avec ceux-ci;

d) tout corps de métier qui se rend dans un établissement de soins résidentiels pour personnes vulnérables n'entrant pas en contact avec les résidents;

e) les personnes réalisant un stage, en ce compris un stage d'étude;

f) les personnes qui accompagnent une personne vulnérable, fragile ou malade dans un établissement de soins résidentiels pour personnes vulnérables, le temps des soins;

13° organisateur : l'organisateur d'un événement ou l'exploitant d'un établissement ;

14° participant : toute personne de 12 ans accomplis non comprise dans une des catégories visées aux points 12° à 13° qui participe à un événement ou est présente dans un établissement ;

15° groupe scolaire : un groupe de visiteurs qui fréquentent un même établissement scolaire et les personnes qui les encadrent qui visitent ensemble un événement ou un établissement dans le cadre d'une activité organisée par l'établissement scolaire dans le cadre d'activités liées à l'enseignement.

Art. 3. Le présent décret fixe les conditions d'usage du COVID Safe Ticket et les conditions de l'obligation du port du masque sur le territoire de la région de langue française.

CHAPITRE 2. — *L'usage du COVID Safe Ticket*

Art. 4. L'usage du COVID Safe Ticket se fait conformément à l'accord de coopération du 14 juillet 2021 et à l'accord de coopération d'exécution du 15 octobre 2021. Il vise à réduire la pression sur le système des soins de santé afin d'éviter que la crise sanitaire n'entraîne des conséquences néfastes sur les soins de santé et sur l'état de santé général de la population.

L'usage du COVID Safe Ticket implique que :

1° le visiteur doit présenter un COVID Safe Ticket pour accéder à un événement ou établissement ;

2° l'organisateur de l'événement ou de l'établissement vérifie que le visiteur dispose d'un COVID Safe Ticket, conformément aux modalités décrites dans les articles 12, 13 et 14, §3, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 ;

3° l'organisateur est tenu d'informer les visiteurs de l'utilisation de COVID Safe ticket.

Les organisateurs et participants ne doivent pas présenter de COVID Safe Ticket pour organiser ou accéder à l'événement ou l'établissement.

Art. 5. Conformément à et en application de l'article 13^{ter} de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, l'usage du COVID Safe Ticket est imposé sur le territoire de la région de langue française aux événements et établissements suivants :

1° les événements de masse ;

2° les expériences et projets pilotes ;

3° les établissements de l'Horeca ;

4° les dancings et discothèques ;

5° les centres de sport et de fitness ;

6° les foires commerciales et congrès ;

7° les établissements relevant des secteurs culturel, festif et récréatif ;

8° les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'usage du COVID Safe Ticket n'est pas imposé :

1° dans les foires commerciales et congrès et établissements relevant des secteurs culturel, festif et récréatif rassemblant moins de 50 visiteurs simultanément en intérieur ;

2° dans les activités extérieures des foires commerciales et congrès, des établissements relevant des secteurs culturel, festif et récréatif, et des centres de sport et de fitness rassemblant moins de 200 personnes simultanément ;

3° dans les espaces extérieurs des établissements de l'Horeca ;

4° aux groupes scolaires qui accèdent aux événements et établissements visés à l'alinéa 1^{er} dans le cadre d'activités scolaires, pour autant que les règles de protection applicables dans le cadre scolaire soient appliquées lors de cette activité et que les membres du groupe scolaire portent un masque ou toute autre alternative en tissu ;

5° lorsque l'accès à un événement ou un établissement visé à l'alinéa 1^{er}, se fait dans le cadre ou en vue de remplir une obligation légale ou réglementaire et pour autant que les personnes concernées portent un masque ou toute autre alternative en tissu et que des mesures de protection individuelle soient adoptées ;

6° lors des réunions des organes législatifs des institutions liées à l'exercice de la démocratie.

Art. 6. Tout en satisfaisant au principe de proportionnalité et sur accord du Gouvernement, les gouverneurs ou, après avoir recueilli l'avis des gouverneurs, les bourgmestres peuvent adopter des modalités particulières plus strictes concernant uniquement l'organisation et les mesures de sécurité à prendre à l'égard des événements de masse et des expériences et projets pilotes en application des articles 13^{bis}, §3, et 13^{ter}, §3, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021.

Art. 7. §1^{er}. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les bourgmestres sont chargés du contrôle de l'application des mesures mises en place en application du présent décret par les organisateurs des événements et établissements.

§2. Sans préjudice de mesures imposées par les bourgmestres en application de la Nouvelle loi communale et des peines comminées par le Code pénal et les lois particulières, est puni d'une amende de 50 euros à 500 euros le visiteur qui contrevient aux dispositions des articles 4 et 5.

Sans préjudice de mesures imposées par les bourgmestres en application de la Nouvelle loi communale et des peines comminées par le Code pénal et les lois particulières, est puni d'une amende de 50 euros à 2 500 euros l'organisateur qui contrevient aux dispositions des articles 4 et 5.

CHAPITRE 3. — *Le port du masque*

Art. 8. §1^{er}. Sans préjudice des obligations imposées par le Ministre de l'Intérieur et à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, toute personne est obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dans les lieux suivants :

- 1° les magasins et les centres commerciaux ;
- 2° les salles de conférence ;
- 3° les espaces intérieurs des établissements d'enseignement supérieur ;
- 4° les bâtiments de culte et les bâtiments destinés à l'exercice public de l'assistance morale non confessionnelle ;
- 5° les bibliothèques, les ludothèques et les médiathèques ;
- 6° les rues commerçantes, les marchés, les fêtes foraines et tout lieu privé ou public à forte fréquentation, tels que déterminés par les autorités locales compétentes et délimités par un affichage précisant les horaires auxquels l'obligation s'applique ;
- 7° les établissements et les lieux des activités Horeca, sauf pendant qu'ils mangent, boivent ou sont assis à table ou au bar ;
- 8° les espaces accessibles au public dans les établissements relevant des secteurs culturel, festif, sportif, récréatif et événementiel ;
- 9° lors des déplacements dans les parties publiques et non-publiques des bâtiments de justice, ainsi que dans les salles d'audience lors de chaque déplacement et, dans les autres cas conformément aux directives du président de la chambre ;
- 10° lors des foires commerciales et congrès ;
- 11° lors des manifestations ;
- 12° les marchés, en ce compris les marchés annuels, les braderies, les brocantes, les marchés aux puces et les fêtes foraines ;
- 13° les hôpitaux généraux, universitaires et psychiatriques, les centres de revalidation, les hôpitaux de revalidation et centres de rétablissement, les maisons de repos, les centres de soins de santé mentale, les centres de soins psychiatriques, les pratiques du personnel de soin ambulatoire y compris les soins à domicile, les soins et aide à domicile, les établissements de soins pour personnes handicapées et toute consultation avec des professionnels de la santé ;
- 14° les locaux accessibles au public des administrations publiques ;
- 15° les locaux où se tiennent les réunions des organes législatifs des institutions liées à l'exercice de la démocratie, pour le public qui assiste à la réunion ;
- 16° les dancings et discothèques.

§2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, lorsque l'usage du COVID Safe Ticket est imposé par l'article 5 :

- 1° l'organisateur et le participant portent un masque ou toute autre alternative en tissu et adoptent des règles de protection individuelle adaptées ;
- 2° les visiteurs ne sont pas tenus de porter de masque, sauf dans les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables.

§3. Le masque ou toute autre alternative en tissu peut être enlevé occasionnellement pour manger et boire, et lorsque le port de celui-ci est impossible en raison de la nature de l'activité.

§4. Lorsque le port d'un masque ou de toute autre alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

Les personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, ne sont pas tenues par l'obligation portée par le présent article.

Art. 9. §1^{er}. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les bourgmestres sont chargés du contrôle de l'application des mesures mises en place en application de l'article 8.

§2. Sans préjudice de mesures imposées par les bourgmestres en application de la Nouvelle loi communale et des peines comminées par le Code pénal et les lois particulières, est punie d'une amende de 50 euros à 500 euros la personne qui contrevient aux dispositions de l'article 8.

CHAPITRE 4. — *Distanciation sociale*

Art. 10. Sans préjudice des obligations imposées par le Ministre de l'Intérieur, les règles de distanciation sociale doivent être respectées :

- 1° dans les locaux accessibles au public d'entreprises, d'administrations publiques et de bâtiments publics ;
- 2° dans les locaux accessibles au public des établissements relevant des secteurs culturel, festif, récréatif et événementiel dont l'accès n'est pas soumis à la présentation du COVID Safe Ticket ;
- 3° dans les files d'attente extérieures des lieux visés aux 1° et 2°.

CHAPITRE 5. — *Disposition finale*

Art. 11. §1^{er}. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} novembre 2021.

§2. Les articles 4 à 7 cessent de produire leurs effets le 15 janvier 2022.

Avant le 15 janvier 2022, le Gouvernement peut anticipativement, selon les modalités qu'il détermine, mettre fin aux effets des articles 4 à 7 par arrêté. Le Parlement confirme cet arrêté du Gouvernement dans le mois de sa publication. A défaut de confirmation, l'arrêté cesse de produire ses effets.

§3. Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine, mettre fin aux effets des articles 8, 9 et 10 par arrêté. Le Parlement confirme cet arrêté du Gouvernement dans le mois de sa publication. A défaut de confirmation, l'arrêté cesse de produire ses effets.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 21 octobre 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2021-2022.*

Documents du Parlement wallon, 695 (2021-2022) N^{os} 1 à 19.

Compte rendu intégral, séance plénière du 20 octobre 2021.

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/33667]

21 OKTOBER 2021. — Decreet betreffende het gebruik van het COVID Safe Ticket en de mondkemperplicht (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen en definities*

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 : het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd;

1° het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 15 oktober 2021 : het samenwerkingsakkoord van 15 oktober 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België;

3° COVID Safe Ticket: het COVID Safe Ticket zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021;

4° massa-evenement : het evenement dat binnen wordt georganiseerd voor een publiek van minimaal 50 personen of buiten voor een publiek van minimaal 200 personen, medewerkers en organisatoren niet meegeteld, met naleving van de toepasselijke modaliteiten van het samenwerkingsakkoord. Het aantal personen wordt geraamd op basis van het hoogste van het aantal uitgenodigde personen of het aantal daadwerkelijk aanwezige personen. Bij gebreke van een lijst van genodigden of aanwezige personen wordt het aantal personen geraamd op basis van de theoretische capaciteit van de zaal.

Een betoging, optocht of bijeenkomst met het oogmerk eisen te stellen of een collectieve overtuiging tot uitdrukking te brengen, waarvoor de bevoegde lokale besturen op grond van hun bestuurlijke politieverordening toestemming hebben verleend, wordt niet aanzien als een massa-evenement;

5° proef- en pilootproject : de activiteit met een bepaalde risicograad dat binnen wordt georganiseerd voor een publiek van minimum 50 personen of buiten voor een publiek van minimum 200 personen, medewerkers en organisatoren niet meegeteld, waarbij wordt afgeweken van de maatregelen van bestuurlijke politie om de

verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, die bijdraagt tot de toepassing van modaliteiten en protocollen en die een onderzoeksgerichte proef vormt om bijkomende kennis te verwerven over veiligheidsmodaliteiten en besmettingsrisico's bij een gelijkaardige activiteit en waarbij de toegang zal worden gecontroleerd op basis van een COVID Safe Ticket of bijkomende maatregelen. Het aantal personen wordt geraamd op basis van het hoogste van het aantal uitgenodigde personen of het aantal daadwerkelijk aanwezige personen. Bij gebreke van een lijst van genodigden of aanwezige personen wordt het aantal personen geraamd op basis van de theoretische capaciteit van de zaal.

6° voorzieningen van Horeca-activiteiten : elke voor het publiek toegankelijke plaats, ongeacht de toegangsvoorwaarden, waarvan de voornaamste en permanente activiteit bestaat in het bereiden of serveren van maaltijden en/of dranken voor consumptie ter plaatse, met name horecabedrijven en openbare gelegenheden. Sociale restaurants en voedselhulpdiensten zijn niet inbegrepen;

7° dancings en discotheken : de dancings en discotheken zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021;

8° sport- en fitnesscentra : de sport- en fitnesscentra zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021;

9° handelsbeurzen en congressen : de handelsbeurzen en congressen zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021;

10° voorzieningen die behoren tot de culturele, feestelijke en recreatieve sector : de voorziening gedefinieerd in het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 15 oktober met uitzondering van de gewone activiteiten en jeugdbewegingen;

11° voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen : de ziekenhuizen en voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarde personen, de dagverzorgingscentra, de revalidatiecentra, de instellingen voor personen met een handicap, de psychiatrische instellingen of instellingen voor mensen met psychische stoornissen;

12° bezoekers : bezoekers ouder dan 12 jaar van voorzieningen voor residentiële opvang voor kwetsbare personen en bezoekers ouder dan 16 jaar van massa-evenementen of voorzieningen, met uitzondering van:

a) een persoon die een voorziening van Horeca-activiteiten binnengaat met als enig doel een afhaalaankoop te doen, zonder ter plaatse iets te nuttigen, of die op een terras zit en het interieur betreedt om te bestellen, te betalen of van het toilet gebruik te maken;

b) de organisator, personeel, zelfstandige of vrijwillige medewerkers of enige personen die (i) zich aanbieden om zorg te krijgen, (ii) deel nemen aan of in de zorgverlening en vanuit die optiek bekend zijn bij de directie of organisatie van deze voorzieningen of (iii) omwille van een noodzakelijkheid vanuit dienstverlening of zorg toegang tot de voorziening moeten verkrijgen en voor zover deze personen bij de voorziening gekend zijn;

c) bezoekers die naar een voorziening voor residentiële opvang voor kwetsbare personen gaan om mensen aan het eind van hun leven, in de palliatieve zorg of met verschijnenselen van achteruitgang te bezoeken, op basis van een beoordeling door de coördinerend arts of de verwijzend arts of de behandelend arts in overleg met hen,

d) elke vakgroep die een voorziening voor residentiële opvang voor kwetsbare personen bezoekt en niet in contact komt met de bewoners;

e) personen die stage lopen, met inbegrip van een stageperiode;

f) de personen die een kwetsbare of zieke persoon begeleiden in een voorziening voor residentiële opvang van kwetsbare personen voor de duur van de verzorging;

13° organisator : de organisator van een evenement of de uitbater van een voorziening;

14° deelnemer : elke persoon ouder dan 12 jaar die niet behoort tot een van de categorieën bedoeld bij de punten 12° t.e.m. 13°, die deelneemt aan een evenement of aanwezig is in een voorziening;

15° schoolgroep : een groep bezoekers die dezelfde school bezoeken en de personen die hen begeleiden die samen een evenement of voorziening bezoeken in het kader van een activiteit die door de school wordt georganiseerd in het kader van de activiteiten in verband met het onderwijs

Art. 3. In dit decreet worden de voorwaarden voor het gebruik van het COVID Safe Ticket en de voorwaarden voor de mondmakerplicht in het Franse taalgebied vastgesteld.

HOOFDSTUK 2. — *Het gebruik van het COVID safe ticket*

Art. 4. Het gebruik van het COVID Safe Ticket is in overeenstemming met het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 en het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 15 oktober 2021. Doel is de druk op het gezondheidszorgstelsel te verlichten om te voorkomen dat de gezondheidscrisis een negatief effect heeft op de gezondheidszorg en op de algemene gezondheid van de bevolking.

Het gebruik van het COVID Safe Ticket impliceert dat :

1° de bezoeker een COVID Safe Ticket moet voorleggen om toegang te krijgen tot een evenement of een voorziening;

2° de organisator van het evenement of de voorziening controleert of de bezoeker over een COVID Safe Ticket beschikt, overeenkomstig de procedures beschreven in de artikelen 12, 13 en 14, § 3, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021;

3° de organisator verplicht is de bezoekers te informeren over het gebruik van het COVID Safe Ticket.

Organisatoren en deelnemers hoeven geen COVID Safe Ticket te tonen om het evenement of de voorziening te organiseren of er toegang toe te krijgen.

Art. 5. In overeenstemming met en krachtens artikel 13 *ter* van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt het gebruik van het COVID Safe Ticket op het grondgebied van het Franse taalgebied opgelegd voor de volgende evenementen en voorzieningen:

1° massa-evenementen ;

2° proef- en pilootprojecten;

3° voorzieningen van Horeca-activiteiten,

4° dancings en discotheken;

5° sport- en fitnesscentra,

6° handelsbeurzen en congressen;

7° de voorzieningen die behoren tot de culturele, feestelijke en recreatieve sector;

8° voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen.

In afwijking van lid 1 is het gebruik van het COVID Safe Ticket niet vereist:

1° op handelsbeurzen en congressen en voorzieningen die behoren tot de culturele, feestelijke en recreatieve sector met minder dan 50 bezoekers tegelijk binnen;

2° in de openluchtactiviteiten van beurzen en congressen, instellingen in de culturele, feestelijke en recreatieve sector, alsmede sport- en fitnessclubs met minder dan 200 bezoekers tegelijk;

3° in de buitenruimten van voorzieningen van Horeca-activiteiten;

4° voor schoolgroepen die in het kader van schoolactiviteiten toegang hebben tot de in het eerste lid bedoelde evenementen en voorzieningen, op voorwaarde dat tijdens deze activiteit de in schoolverband geldende beschermingsregels worden toegepast en dat de leden van de schoolgroep een masker of een ander alternatief in stof dragen;

5° wanneer de toegang tot een evenement of een voorziening als bedoeld in het eerste lid geschiedt in het kader van of ter nakoming van een wettelijke of reglementaire verplichting en op voorwaarde dat de betrokken personen een masker of een ander alternatief in stof dragen en dat individuele beschermingsmaatregelen worden getroffen;

6° tijdens vergaderingen van de wetgevende organen van instellingen die verband houden met de uitoefening van de democratie.

Art. 6. Met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel en met instemming van de Regering kunnen de gouverneurs of, na het advies van de gouverneurs te hebben ingewonnen, de burgemeesters overeenkomstig artikel 13 *bis*, lid 3, en artikel 13 *ter*, lid 3, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 bijzondere, strengere modaliteiten vaststellen, die uitsluitend betrekking hebben op de organisatie van en de te nemen veiligheidsmaatregelen in verband met massa-evenementen en proef- en pilootprojecten.

Art. 7. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de burgemeesters belast met het toezicht op de toepassing van de maatregelen die in toepassing van dit decreet worden genomen door de organisatoren van evenementen en voorzieningen.

§ 2. Onverminderd de maatregelen die door de burgemeesters worden opgelegd ter uitvoering van de nieuwe Gemeentewet en de straffen die door het Strafwetboek en bijzondere wetten worden opgelegd, is iedere bezoeker die de bepalingen van de artikelen 4 en 5 overtreedt, strafbaar met een geldboete van 50 tot 500 euro.

Onverminderd de maatregelen die door de burgemeesters worden opgelegd ter uitvoering van de nieuwe gemeentewet en de straffen die door het wetboek van strafrecht en specifieke wetten worden opgelegd, wordt de organisator die de bepalingen van de artikelen 4 en 5 overtreedt, gestraft met een geldboete van 50 tot 2.500 euro.

HOOFDSTUK 3. — *Het dragen van het mondmasker*

Art. 8. § 1. Onverminderd de door de Minister van Binnenlandse Zaken opgelegde verplichtingen en met uitzondering van kinderen tot de volle leeftijd van 12 jaar, is iedereen verplicht zijn mond en neus met een masker of elk ander alternatief in stof te bedekken op de volgende locaties:

1° winkels en winkelcentra;

2° vergaderzalen;

3° in de binnenruimten van instellingen voor hoger onderwijs;

4° gebouwen bestemd voor de eredienst en die bestemd voor de openbare uitoefening van de niet-confessionele zedelijke bijstand;

5° bibliotheken, spelotheken en mediatheken;

6° winkelstraten, markten, kermessen en elk drukbezochte private of openbare locatie, zoals bepaald door de bevoegde plaatselijke overheden en afgebakend door middel van borden die de tijden aangeven waarop de verplichting geldt;

7° horeca-voorzieningen en locaties bestemd voor horeca-activiteiten, behalve tijdens het eten, drinken of wanneer mensen aan tafel of aan de bar zitten;

8° voor het publiek toegankelijke ruimten in inrichtingen in de sectoren van cultuur, feesten, sport, recreatie en evenementen;

9° bij verplaatsingen in de openbare en niet-openbare delen van de gerechtsgebouwen, alsmede in de rechtszalen bij elke verplaatsing en in de andere gevallen overeenkomstig de instructies van de voorzitter van de kamer;

10° op handelsbeurzen en congressen;

11° bij betogingen;

12° markten, met inbegrip van jaarmarkten, braderieën, rommelmarkten, vlooienmarkten, kermessen;

13° algemene, academische en psychiatrische ziekenhuizen, revalidatiecentra, revalidatieziekenhuizen en herstelcentra, rusthuizen, centra voor geestelijke gezondheidszorg, psychiatrische zorgcentra, de praktijken van het ambulante zorgpersoneel met inbegrip van thuiszorg, thuiszorg en thuishulp, verzorgingsinrichtingen voor gehandicapten en alle consultaties van beroepsbeoefenaren in de gezondheidszorg;

14° in voor het publiek toegankelijke ruimten van overheidsdiensten;

15° in de ruimten waar zittingen van de wetgevende organen van de instellingen in verband met de uitoefening van de democratie worden gehouden, voor het publiek dat de vergadering bijwoont.

16° dancings en discotheken;

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, wanneer het gebruik van het COVID Safe Ticket vereist is op grond van artikel 5:

1° de organisator en de deelnemer dragen een masker of elk ander stoffen alternatief en nemen passende persoonlijke beschermingsvoorschriften in acht;

2° bezoekers hoeven geen masker te dragen, behalve in verzorgingstehuizen voor kwetsbare personen.

§3. Het masker of elk ander alternatief in stof mag af en toe worden afgedaan om te eten en te drinken, en wanneer de aard van de activiteit het dragen van het mondmasker onmogelijk maakt.

§ 4. Wanneer het dragen van een mondkapje of elk ander alternatief in stof om medische redenen niet mogelijk is, mag een gezichtsscherm gebruikt worden.

De personen die wegens een door een medisch attest erkende handicapsituatie niet in staat zijn een mondkapje, een alternatief in stof of een gezichtsscherm te dragen, zijn niet gebonden door de verplichting voortvloeiende uit dit artikel.

Art. 9. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de burgemeesters belast met het toezicht op de toepassing van de maatregelen die in toepassing van artikel 8 worden genomen.

§ 2. Onverminderd de maatregelen die door de burgemeesters worden opgelegd ter uitvoering van de nieuwe Gemeentewet en de straffen die door het Strafwetboek en bijzondere wetten worden opgelegd, is iedere persoon die de bepalingen van artikel 8 overtreedt, strafbaar met een geldboete van 50 tot 500 euro.

HOOFDSTUK 4. — *Social distancing*

Art. 10. Onverminderd de door de Minister van Binnenlandse Zaken opgelegde verplichtingen, moeten de regels inzake sociale distancing worden nageleefd:

1° in voor het publiek toegankelijke lokalen van vennootschappen, overheidsbesturen en openbare gebouwen;

2° in voor het publiek toegankelijke lokalen van voorzieningen die behoren tot de culturele, feestelijke, recreatieve en evenementensector, waartoe de toegang niet afhankelijk is van het voorleggen van het COVID Safe Ticket;

3° in de buitenrijen van de plaatsen bedoeld in 1° en 2°.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Art. 11. § 1. Dit decreet treedt in werking op 1 november 2021.

§ 2. De artikelen 4 tot 7 houden op uitwerking te hebben op 15 januari 2022.

Vóór 15 januari 2022 kan de Regering bij besluit vervroegd een einde maken aan de uitwerking van de artikelen 4 tot en met 7, overeenkomstig de door hem bepaalde modaliteiten. Het Parlement bevestigt dit besluit van de Regering binnen een maand na de bekendmaking ervan. Bij gebrek aan bevestiging houdt het besluit op uitwerking te hebben.

§ 3. De Regering kan bij besluit een einde maken aan de uitwerking van de artikelen 8, 9 en 10, overeenkomstig de door hem bepaalde modaliteiten. Het Parlement bevestigt dit besluit van de Regering binnen een maand na de bekendmaking ervan. Bij gebrek aan bevestiging houdt het besluit op uitwerking te hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 oktober 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2021-2022.*

Stukken van het Waals Parlement, 695 (2021-2022) Nrs. 1 tot 19.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 20 oktober 2021.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33707]

21 OCTOBRE 2021. — Décret portant création d'une UAP de type 1 « Fonds post COVID-19 de sortie de la pauvreté » pour les compétences transférées en application de l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.